

YVES MICHAUD

**VIOLENCE
ET POLITIQUE**

nrf essais

GALLIMARD

© *Éditions Gallimard, 1978.*

Extrait de la publication

Pour Priscille

INTRODUCTION

On parle aujourd'hui beaucoup de violence. Comme si ce qui a toujours été la fatalité de l'histoire faisait enfin son apparition sous un nom clair. Les media ne cessent d'en alimenter leurs faits divers; on institue un peu partout des comités d'experts pour en étudier la nature, les causes, les remèdes; les discours politiques en brandissent la menace ou en dénoncent les périls. D'un point de vue qu'on ose à peine juger théorique, elle devient un sujet à la mode. On assiste à la multiplication du nombre des ouvrages¹ qui dissertent sur la montée de la barbarie, invoquent le Goulag, la criminalité, la pulsion de mort, s'interrogent sur les sources de l'agressivité humaine en donnant une forme *new look* aux lieux communs de l'anthropologie philosophique traditionnelle (l'homme est un loup — pardon, un rat — pour l'homme; ou inversement, la société pervertit sa nature paisible). Quant aux sociologues, ils dépensent des trésors d'ingéniosité statistique, et des trésors tout court, pour démontrer que la violence tend à croître avec les frustrations économiques².

Les fichiers analytiques des bibliothèques ou les index des

1. Le fichier de la Fondation nationale des sciences politiques recense pour la période 1906-1970 trente-quatre ouvrages sur ce sujet, dont la majorité parus après 1963. Quarante-trois se sont ajoutés depuis lors.

2. Cf. I. K. Feierabend, R. L. Feierabend et T. R. Gurr, *Anger, Violence and Politics, Theories and Research*, Englewood Cliff, N. J., Prentice Hall, 1972, 423 p.

journaux et revues permettent assez bien de mesurer le phénomène et de cerner la question. La rubrique « violence » y apparaît ou se garnit à la fin des années soixante³. Sous cet étiquetage générique on trouve pêle-mêle des renvois au terrorisme, à la police, à la torture, à la criminalité, à la guerre, à l'agressivité, etc. Comme si une sagacité nouvelle à traquer une violence polymorphe s'était fait jour. Si, à titre de contre-épreuve, on remonte dans le temps, on ne trouve qu'épisodiquement une mince rubrique « violence » qui renvoie essentiellement à Engels et Sorel et à quelques ouvrages sur la violation des contrats et les coups et blessures. Le reste, ce qu'aujourd'hui on répertorie comme violence, doit être cherché à des rubriques spécifiques comme « tyrannie », « guerre », « intolérance », « persécution », etc. Il semblerait donc que soit apparue une catégorie *sui generis*, omni-raflante, qui d'ailleurs se révèle très vite avoir tout du magma conceptuel et culminer dans l'affirmation toujours sous-jacente malgré sa platitude que « tout est violence ». Au fond, faire une scène, jeter par terre sa tasse de thé dans une réunion de famille, faire un *sit in*, occuper un édifice public, poser des bombes, braquer une banque, faire la guerre, tout cela serait de la violence.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que c'est le point de vue fictivement neutre de l'observateur des usages linguistiques qui repère cette catégorie attrape-tout : ce n'est jamais que dans le retour incessant du même mot que se forme l'illusion de la catégorisation de faits disparates en un concept. La notion n'a évidemment qu'une généralité trompeuse : elle naît au croisement de discours antagonistes qui se la disputent en l'interprétant chacun à leur manière ; dans l'élément d'une même langue s'affrontent ou s'ignorent des discours qui, à la limite, ne sont pas traduisibles les uns dans les autres. C'est pourquoi le mot violence veut tout dire et en même temps jamais la même chose. D'où son apparente polysémie. Mais de toute manière, qu'on

3. L' « Index analytique » du *Monde* pour 1946 ne comporte pas la rubrique « violence » ; ceux des années soixante-dix la comportent.

insiste sur l'extension illusoire de la notion ou qu'on y déchiffre plus lucidement la confluence de significations différentes, il n'en reste pas moins qu'à travers elle c'est un nouveau type de regard sur le social qui est à l'œuvre, et, de ce point de vue, le recours au mot violence plutôt qu'à d'autres témoigne d'une manière de voir le champ social qui n'a pas toujours été présente.

Pourtant le simple bon sens fait qu'on aurait du mal à soutenir qu'il ne s'agit que d'un regard. La réalité de la violence est bien là, massive et lancinante. Quand la torture se trouve institutionnalisée en instrument normal de gouvernement dans de nombreux pays, à l'époque des camps de concentration, de regroupement ou de rééducation, à l'âge de la gestion de la domination ou, dans le meilleur des cas, de la sécurité par la surveillance, quand le réalisme prévaut en politique intérieure comme en politique internationale, il serait ridicule d'affirmer que seule une représentation du social est en jeu. Les torturés et déportés, humiliés et offensés en savent quelque chose.

VIOLENCE ET REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE :
LE CERCLE

La situation est donc tout de suite aussi claire qu'inextricable : d'un côté la violence est tout à fait réelle, d'un autre elle apparaît seulement avec un certain type de représentation du champ social. Elle a une positivité inéludable et, en même temps, elle flotte et se métamorphose au gré des convictions qui l'appréhendent. Il y a la violence, mais aussi « la violence de la violence ». Il faut immédiatement préciser cette situation de cercle.

Première évidence en effet, chacun prétend savoir ce qu'est la violence et pouvoir lui assigner le statut d'une chose, d'un phénomène social parmi les phénomènes sociaux : la violence, c'est la guerre, la torture, le meurtre, l'extermination, etc. En ce sens la violence existe du point de vue de chacun, perceptible

jusque sous les formes douces et propres des conditionnements les plus raffinés.

Mais il est évident aussi que sa positivité change de visage selon qui parle, qui évalue, qui interprète et que, par là, elle tend à se volatiliser. Les tyrans ont toujours prétendu exercer le droit naturel de leur puissance ou de leurs passions et ce sont leurs victimes qui, à leurs yeux, sont violentes; les raisons du tortionnaire métamorphosent sa violence en devoir d'État; le commando fasciste ne pratique pas la violence mais « fait régner l'ordre dans la rue », l'opposant politique n'est pour le psychiatre-policier qu'un schizophrène ou un paranoïaque à délire réformateur. Pareillement, quand les habitants d'une cité de transit perçoivent policiers et huissiers comme des sortes de calamités naturelles aussi redoutables qu'inévitables, la violence des bas-fonds n'est plus que l'ordre naturel d'une vie misérable de malchanceux ⁴. La réalité de la violence flotte selon ce que l'on perçoit, veut percevoir ou peut percevoir comme telle; il finit par y avoir autant de violences que de critères pour l'appréhender, voire pas de violence du tout quand il n'y a pas de critère. Elle se confond avec les représentations qui la font apparaître, se dissout avec celles qui la recouvrent, prend les couleurs de celles qui la maquillent, reçoit les noms de baptême de celles qui la justifient. Dans ces glissements magiques le monde devient irréel, livré aux convictions pathétiques ou simulées qui le déchiffrent et cherchent à le plier à leurs hantises.

Troisième évidence, dans ce mouvement même d'évanouissement du réel tirailé entre des interprétations différentes, la violence se voit pourtant conférer une nouvelle épaisseur. L'unilatéralité et la partialité se dissimulent en effet dans la véhémence de l'incantation ou de la dénonciation de chaque discours qui entend se présenter comme le seul discours possible sur la violence. Implicitement ou explicitement il la constitue en objet dont il présuppose ou livre les caractères, les critères de repérage, les causes, les raisons, les fonctions, les remèdes.

4. C. Pétonnet, *Ces gens-là*, Paris, Maspéro, 1968, p. 163.

Autrement dit, il lui confère une nouvelle réalité dans un système de représentations rendant compte plus généralement de la réalité sociale ou humaine. Comme nous le montrerons, une dénonciation de la montée de la violence implique une appréhension du social en termes de normes et de contrôles, une théorie de l'agressivité renvoie à une anthropologie et à une théorie de la culture, etc.

Tel est donc le cercle : entre un réel qui se dérobe sans cesse, des discours qui dans leur pluralité le volatilisent mais qui, en même temps, dans leur véhémence d'évaluation et leur recherche de totalisation l'épaississent. C'est la raison pour laquelle on hésite entre ce qu'on voudrait saisir comme positivité inquiétante des faits et ce qu'on reconnaît plus ou moins facilement comme illusions des discours. C'est à travers des représentations que la violence est appréhendée, expliquée, dissimulée, déguisée ou baptisée de noms respectables en même temps que dénoncée, attendue ou redoutée. Elle n'est certainement pas une simple manière de voir les choses, mais où peut-on prétendre faire retour aux choses mêmes ? On voudrait pourtant encore et toujours sortir du cercle, aller aux faits, pouvoir dire ce qu'est la violence, puisque justement on est certain de le savoir.

C'est là que surgit la tentation positiviste de s'appuyer sur une définition ne faisant intervenir que des objets et des comportements : après tout, un cadavre est un cadavre. L'intention est louable, puisqu'on pourrait ainsi refuser l'enrôlement des mots au service des convictions, en particulier de celles des pouvoirs qui définissent dans les principes et dans les faits la violence comme ce qu'ils interdisent et répriment. Comme c'est la tentation la plus pressante compte tenu de notre certitude subjective de ce qu'est la violence et que, peu ou prou, toutes les définitions lui empruntent quelque chose dès qu'elles recourent à des exemples en voulant prouver leurs convictions, il faut tout de suite l'examiner ; pour s'en défaire.

LA TENTATION POSITIVISTE ET SES ILLUSIONS

C'est une définition de cette sorte qu'a cherché à mettre sur pied l'analyse sociologique et historique aux États-Unis à la fin des années soixante. Sous le choc de la guerre du Vietnam, des manifestations contre elle, de la liquidation expéditive des Panthères noires, des parodies de procès contre les radicaux et, tout particulièrement, à la suite de la répression sauvage des manifestations lors de la Convention démocrate de Chicago en 1968, certains sociologues et historiens ont entrepris de redécouvrir la violence dissimulée sous l'histoire paisible des États-Unis, une histoire pourtant scandée par les liquidations d'Indiens, la terreur raciale, les grèves violentes, l'assassinat politique, le vigilantisme et les gangs⁵. Une définition de la violence qui laisse de côté les références normatives pour ne s'en tenir qu'aux faits leur sembla seule susceptible d'opérer le renversement de perspective souhaité en mettant sur le même pied toutes les violences, d'où qu'elles viennent, qu'elles soient légitimées par les institutions ou réputées hors la loi. Le retour aux faits devait permettre l'économie des évaluations divergentes ou flottantes sur la légitimité ou la non-légitimité des actes, le bruit, la fureur, la destruction, le sang constituer des indices objectifs, indépendants de toute évaluation politique.

Ainsi trouve-t-on au début de l'ouvrage de Graham et Gurr une définition qui, à des modifications mineures près, a servi de point de départ aux innombrables investigations sur la nature et les causes de la violence qui n'ont cessé de se développer depuis :

« La violence est définie au sens étroit comme un comportement visant à causer des blessures aux personnes ou des dommages aux biens.

5. L'ouvrage qui inaugure cette démarche est celui édité sous la direction de T. R. Gurr et H. D. Graham, *The History of Violence in America*, New York, Bantam Books, 1969.

Collectivement et individuellement, nous pouvons considérer tels actes de violence comme bons, mauvais ou ni l'un ni l'autre, selon qui commence et contre qui. La force est un concept plus général : nous la définissons comme l'usage actuel ou potentiel de la violence pour forcer autrui à faire ce qu'autrement il ne ferait pas. La force comme la violence peut être jugée bonne ou mauvaise. Force et violence sont des concepts étroitement liés. La force implique la menace sinon l'usage actuel de la violence. La violence a les caractères de la force si elle est utilisée pour modifier l'action d'autrui ⁶. »

Comme on peut le constater, une définition de cette sorte ne fait référence qu'à des comportements assignables : les atteintes physiques aux personnes et les destructions de biens. La distinction entre force et violence exclut, quant à elle, les évaluations qui attachent à la force un caractère ordonné et organisé par opposition à une violence qui serait simple désordre. De manière générale, les évaluations sont considérées comme des caractéristiques subsidiaires : elles se greffent sur des faits qui sont ce qu'ils sont pour un observateur impassible. Une telle définition doit avoir une double fonction : redresser l'unilatéralité des jugements historiques en donnant toute son extension au champ de la violence et constituer le préalable à des investigations historiques et sociologiques (dans toute la mesure du possible, quantitatives et statistiques) sur la violence et ses causes dans une situation donnée. Sur ce deuxième point, d'ailleurs, la recherche a connu une inflation considérable, en particulier autour d'auteurs comme T. R. Gurr, cherchant à étudier « pourquoi les hommes se rebellent ? » ou J. C. Davis et les Feierabend cherchant à mettre en évidence les relations entre violence et facteurs économiques ⁸. Un historien comme Charles Tilly a tenté, de son côté, d'évaluer le volume de la violence

6. H. D. Graham et T. R. Gurr, *ouvr. cit.*, Introduction, p. xxxii.

7. T. R. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

8. J. C. Davis, *When Men rebel and Why. A Reader in Political Violence*, New York, The Free Press of Glencoe, 1971. Ce courant de recherches est développé dans H. Hirsch et D. C. Perry, *Violence as Politics*, New York, Harper and Row, 1973, dans J. Ben-Dak, *The Future of Collective Violence*, Lund, Student Litteratur, 1974, et surtout par I. K. Feierabend, R. L. Feierabend et T. R. Gurr dans l'ouvrage déjà cité.

politique et les types de groupes impliqués dans ces actions en Europe au XIX^e siècle. Au premier abord, rien de plus satisfaisant que des critères de repérage aussi nets. Mais les difficultés apparaissent aussitôt.

La plus immédiate touche au caractère opératoire d'une telle approche. Elle peut très bien ne pas dépasser le stade des bonnes intentions, faute justement des moyens d'opérer. C'est Tilly lui-même qui signale que les sources d'information sont en général celles du pouvoir :

« Les documents historiques les plus détaillés et les plus volumineux viennent des délibérations des tribunaux, des commissariats de police, des unités militaires ou d'autres bureaux gouvernementaux qui travaillent à arrêter et punir leurs adversaires. Les documents par là-même soutiennent les opinions de ceux qui ont le pouvoir. En outre tout protestataire qui échappe à l'arrestation échappe aussi à l'histoire ⁹ ».

Comme de plus l'histoire politique tend à être vue d'en haut, souvent les seules protestations qui comptent sont celles qui entraînent une réorganisation de pouvoir ¹⁰. Plus radicalement, il faudrait dire que vaincus et disparus ne font pas grand bruit, que les vainqueurs ne tiennent pas forcément de registres et que, lorsqu'ils le font, ils majorent ou mineurent les chiffres selon les images qu'ils veulent donner. Il est encore possible que les vaincus soient totalement éliminés : les cas d'ethnocides systématiques montrent qu'une communauté peut être anéantie sans laisser de traces. Pour quelques cas qui surnagent dans une mémoire historique défaillante, combien dont il ne reste rien ou des suppositions approximatives ¹¹. Les crimes parfaits,

9. C. Tilly, « Violence in European Perspective », in Graham et Gurr, ouvr. cit., p. 7-8.

10. J. Chesneaux, *Du passé faisons table rase*, Paris, Maspero, 1976, p. 138 sq.

11. Deux exemples : les massacres anticomunistes en Indonésie en 1965-1966 auraient fait entre 80.000 victimes et 1 million; l'épisode colombien de *La Violencia*, entre 1948 et 1964, aurait fait entre 100 000 et 300 000 morts. A partir de là, il est difficile de suivre les statisticiens qui avancent imperturbablement qu'entre 1820 et 1859 quatre-vingt-douze guerres ont fait 800 000 morts, entre 1860 et 1899, cent six guerres ont fait 4,6 millions de morts, entre 1900 et 1949, cent dix-sept guerres ont causé 42 millions de morts, etc. Cf. F. R. Von Der Mehden, *Comparative Political Violence*, 1973, Englewood Cliffs, N. J., Prentice Hall.

comme chacun sait, ne sont plus des crimes. Encore peut-on admettre qu'avec des précautions particulières ces difficultés sont surmontables. Mais, même dans ce cas, la possibilité de principe d'une recherche quantitative reste illusoire : on voit mal comment le décompte des actes de violence peut rendre compte du volume de la violence dans une société quand il faudrait faire aussi intervenir la sensibilité qu'elle en a et l'efficacité du quadrillage social qui l'enregistre et la réprime ¹². Finalement, le luxe des analyses statistiques dissimule mal la trivialité des résultats : que les hommes se rebellent quand leurs aspirations continuent à croître et que leurs satisfactions restent stagnantes (théorie de la courbe en J de J. C. Davis), fait partie de ces évidences suspectes auxquelles seul l'appareil mathématique donne l'apparence de la rigueur.

En fait les difficultés opératoires ne sont pas simplement techniques, elles renvoient, au-delà, à la non-sélectivité de principe des critères factuels et comportementaux retenus.

Une définition de ce type se concentre exclusivement sur les actes de violence qui se signalent par leur éclat. Mais elle ne peut saisir certains états qui pourtant tendent, eux aussi, à être reconnus comme états de violence : la pénurie organisée, le dépérissement économique, l'entrelacement de contraintes politiques, administratives et culturelles contribuent à produire des états de violence feutrés qui peuvent même n'être perçus ni par les oppresseurs ni par les opprimés, jusqu'au jour où tout éclate dans une rage de destruction. Sur ce point, les analyses du système colonialiste sont exemplaires, même et surtout quand elles n'ont pas d'intention avouée de dénonciation.

Voici d'abord une description objective de P. Gourou dans son étude sur les pays tropicaux.

12. « Au XVIII^e siècle en Angleterre, la violence était encore une part normale de la vie quotidienne. On payait deux penny pour aller voir les fous de Bedlam ou regarder des femmes se battre à poings nus sur un ring; on jetait des briques aux condamnés au pilori, on avait congé pour aller voir les pendaisons; il était usuel de voir ses congénères fouettés, brûlés, éventrés et coupés en quatre morceaux » Ibbert, cité in J. Gunn, *Violence in Human Society*, 1973, Newton Abbott, David and Charles, p. 10.

Au chapitre « Problèmes posés par l'intervention européenne », il aborde le phénomène du portage sur l'exemple de l'acheminement des denrées au Tchad. Celles-ci venaient de Brazzaville, d'abord par bateau, puis il fallait rejoindre les hautes eaux du Chari à dos d'homme sur seulement 240 kilomètres. Malgré cette faible distance et le tonnage modeste à acheminer (9 000 tonnes par an),

« Le transport de 9 000 charges de 28 à 30 kilos exigeait 100 000 journées de portage dans le sens Congo-Tchad. Une meilleure connaissance de la santé de la population et de son alimentation irrégulière et carencée aurait fait comprendre que l'effort demandé était excessif. Les habitants s'enfuirent, le pays devint solitude. Le recrutement des porteurs se changea en une entreprise sans issue qui absorbait l'essentiel des préoccupations de l'administration ¹³. »

Rien, pas d'éclats : d'un côté le vide, la fuite, de l'autre une administration bien ennuyée, pour des résultats désastreux, puisqu'on perd 90 % des denrées et que le transport de Bordeaux à Fort-Lamy prend dix-huit mois et coûte des sommes folles. Pas de violence, et pourtant de quoi s'agit-il d'autre ? Maintenant, une analyse d'un économiste radical sur la situation des petits paysans sud-américains : le pouvoir de négociation du paysan se trouve déjà limité par sa pauvreté, son manque de terre et de moyens techniques, tant de culture que de valorisation des produits (eau, installations de conservation et de transport). En revanche, le pouvoir de négociation de ses adversaires est fondé sur l'accès monopolistique à ces mêmes moyens :

« Le pouvoir de négociation du paysan se trouve généralement encore réduit par la coalition institutionnalisée de ses adversaires, coalition qui s'exprime à travers la domination oligopolistique qu'ils exercent sur la vie économique et politique de la localité et par la fréquente détention aux mains d'une seule personne ou d'une seule famille de la terre, du capital, du monopole commercial et du pouvoir politique ¹⁴. »

13. P. Gourou, *Les pays tropicaux*, Paris, P.U.F., 1969, p. 202.

14. A. Gunder Frank, *Le développement du sous-développement*, trad. franç., Paris, Maspero, 1971, p. 230.

L'analyse, ici, démonte la radicale inégalité de pouvoir qui caractérise la situation, en indiquant comment la domination est garantie, en fin de compte, par un pouvoir politique qui enveloppe la possibilité de la violence effective. Violence suspendue mais quotidienne, appelée par son nom enfin par le militant politique, Camilo Torrès :

« A présent, nous nous organisons autour de quelques idées communes, nous formons un grand mouvement populaire, nous allons vers la prise du pouvoir et la classe dirigeante lacère ses vêtements comme les Phariséens; parce qu'ils sont hypocrites, parce qu'après avoir exercé la violence, ils n'ont pas le droit d'accuser les classes majoritaires de vouloir exercer la violence et bien moins encore alors que les classes populaires l'ont endurée pendant seize ans et désirent sincèrement qu'elle ne renaisse plus ¹⁵. »

Il est certes possible de retravailler les définitions positives de manière à ce qu'elles prennent en compte ces états de violence et ces violences insidieuses qui ne se manifestent pas nécessairement par le sang et la destruction ¹⁶. Mais la question est

15. C. Torres, *Écrits et paroles*, trad. franç., Paris, Seuil, 1968, p. 269. C'est le même thème qu'évoque Helder Camara en parlant de « spirale de la violence » : la violence révolutionnaire ouverte répond à une violence suspendue, les actes de violence aux états de violence.

16. Une définition plus fine se présenterait de la manière suivante. Elle devrait partir du fait que la violence se produit dans des situations d'interaction comportant deux ou plusieurs acteurs dont l'un porte atteinte à l'autre. Il faudrait noter d'ailleurs que ces acteurs peuvent être quelquefois des machines, c'est-à-dire des systèmes d'éléments juxtaposés et articulés en vue d'une fin (la machine judiciaire, l'appareil policier), afin de ne pas privilégier un modèle romantique de la violence où s'affrontent directement des sujets, et de prendre en considération le double phénomène contemporain de démultiplication de l'efficacité et de dissolution de la responsabilité dans l'administration de la violence.

Il faudrait ensuite spécifier les différentes sortes d'atteintes qui peuvent être infligées : atteintes corporelles plus ou moins sélectives et plus ou moins réversibles, atteintes à l'intégrité morale (privation sensorielle, injection de drogues, matraquage audio-visuel, torture psychologique, isolement, chantages divers, en un mot toute la gamme de la « torture propre »), atteintes aux biens, aux capacités de subsistance, aux proches, aux œuvres, atteintes enfin aux appartenances symboliques et culturelles (foi, coutumes, langues, culture).

Il faudrait, en outre, faire intervenir les modalités d'administration de la violence : présence de plus ou moins d'intermédiaires dans le processus et temporalité différentielle.

YVES MICHAUD

VIOLENCE ET POLITIQUE

La violence est de tous les temps, mais elle paraît aujourd'hui partout. Pourquoi nos sociétés éprouvent-elles le besoin de se rapporter à elles-mêmes par le biais de cette catégorie fourre-tout, de cette notion vague et précise à la fois, bien réelle et pourtant illusoire, masque et révélateur d'une vérité plus profonde? Et comment lutter contre la violence s'il est vrai qu'elle est intrinsèquement liée à la division du travail et au développement technologique des sociétés modernes? Questions urgentes, et à poser à neuf.

C'est dans l'aveuglement au rapport des faits de la violence et de leurs conditions *d'apparition comme violence* qu'opèrent les différents « discours » sur la violence que l'auteur analyse successivement : fantasmes de l'insécurité, théories de l'agressivité, discours du réalisme politique et de la porno-politique, incantations à la révolte et à la non-violence.

Yves Michaud conduit une réflexion en profondeur sur la nature du social moderne : la « déréliction politique » dont parlait déjà Hannah Arendt, l'apparition d'un social divisé qui survit à sa propre division, la faille au cœur du consensus perdu, l'illusion évanouie du contrat social dont la reconstitution autoritaire suppose et implique la pire des violences : le totalitarisme.

